

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1563^e réunion (DH) 9-11 juin 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Ramaj</i>	Lien	28/04/2025	Ingérence injustifiée dans les droits de propriété du requérant en raison de la non-exécution prolongée par les autorités d'un jugement définitif lui restituant son titre de propriété sur le terrain.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Shirkhanyan</i> (groupe)	Lien	22/05/2022	Insuffisance des soins médicaux en détention.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Gafgaz Mammadov</i> (groupe)	Lien	14/03/2016	Dispersion de manifestations et arrestation de manifestants.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Namazov</i> (groupe)	Lien	30/05/2020	Diverses violations de la Convention en raison des procédures disciplinaires engagées contre les requérants, anciens avocats, qui ont abouti à leur radiation, en violation des articles 6, 8 et 10 de la Convention.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou pour leur engagement politique et social actif, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Ramazanova</i> (groupe)	Lien	01/05/2007	Diverses violations concernant des associations, résultant des refus d'enregistrement par les autorités et des décisions de dissolution (article 11), ainsi que de l'imposition de mesures restrictives illégales poursuivant un but ultérieur (article 18 combiné avec l'article 1 du Protocole n° 1 et l'article 2 du Protocole n° 4)	Lien	Lien
BELGIQUE	<i>Vasilescu</i>	Lien	20/04/2015	Problème structurel concernant la surpopulation, les conditions matérielles de détention dans les prisons et l'absence de recours effectif.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Miroslava Todorova</i>	Lien	19/01/2022	Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre de la Présidente de l'association des juges en représailles de ses critiques à l'égard du Conseil supérieur de la magistrature et de l'exécutif.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Lyubomir Popov</i> (groupe) <i>Sivova et Koleva</i> (groupe) <i>Mutishev et autres</i> <i>Tomov et Nikolova</i>	Lien Lien Lien Lien	07/04/2010 04/06/2012 03/03/2010 21/10/2016	Retards injustifiés dans l'exécution de jugements et de décisions administratives concernant la restitution de terres agricoles nationalisées pendant la période communiste ou leur indemnisation. Privation de propriété en violation du principe de sécurité juridique et sans aucune compensation, sur la base de la législation sur la restitution.	Lien Lien Lien Lien	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien
CHYPRE	<i>X.</i> (groupe)	Lien	27/05/2025	Manquements dans une enquête sur des allégations de viol en réunion, accompagnées de stéréotypes et d'attitudes consistant à rejeter la faute sur la victime.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	<i>D.H. et autres</i>	Lien	13/11/2007	Affectation discriminatoire des enfants d'origine rom dans des écoles spécialisées pour enfants ayant des besoins particuliers ou souffrant d'un handicap mental ou social.	Lien	Lien
FRANCE	<i>J.M.B. et autres</i>	Lien	30/05/2020	Mauvaises conditions de détention (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Makarashvili et autres</i> (groupe)	Lien	30/01/2023	Violations des droits à la liberté de réunion et à un procès équitable en raison de condamnations administratives dans le cadre de manifestations, et violation du droit à la liberté et à la sûreté en raison d'arrestations et de détentions administratives arbitraires.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux internes d'enregistrer des associations ou dissolution des associations requérantes.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Baka</i>	Lien	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1563^e réunion (DH) 9-11 juin 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
HONGRIE	<i>Kenedi</i>	Lien	26/08/2009	Non-exécution d'une décision de justice accordant au requérant un accès illimité à certains documents et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>László Magyar</i> (groupe)	Lien	13/10/2014	Peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle en combinaison avec l'absence de mécanisme de recours approprié ; condamnation à perpétuité avec libération conditionnelle seulement après avoir purgé entre 25 ans et 6 mois et 48 ans et un mois des peines.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Szabó et Vissy</i> (groupe)	Lien	23/06/2016	Garanties insuffisantes contre les abus dans la législation en matière de surveillance secrète et pour contester l'utilisation alléguée de la surveillance secrète en vue de révéler les sources des journalistes.	Lien	Lien
	<i>Klaudia Csikos</i>	Lien	28/02/2025		Lien	
ISLANDE	<i>Gudmundur Gunnarsson et Magnus David Norddahl</i>	Lien	16/07/2024	Absence de garanties institutionnelles et procédurales adéquates en ce qui concerne les litiges post-électoraux et absence d'un recours effectif.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cordella et autres</i> (groupe)	Lien	24/06/2019	Absence de réaction des autorités face à la pollution de l'air occasionnée par une aciérie, au détriment de la santé de la population voisine et absence de recours effectif pour obtenir la décontamination des zones affectées.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Lavorgna</i>	Lien	07/02/2025	Mauvais traitements pendant l'internement dans un hôpital psychiatrique et absence d'enquêtes effectives.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>T.M. et C.M.</i> (groupe)	Lien	28/04/2014	Manquement des autorités à leur obligation d'assurer une protection contre la violence domestique.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	<i>Kitanovski</i> (groupe)	Lien	22/04/2015	Mauvais traitements infligés par la police et ineffectivité des enquêtes.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Xero Flor w Polsce SP. Z.O.O.</i>	Lien	07/08/2021	Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Reczkowicz</i> (groupe)	Lien	22/11/2021	Tribunal non établi par la loi notamment du fait de dysfonctionnements systémiques dans la procédure de nomination.	Lien	Lien
	<i>Broda et Bojara</i>	Lien	29/09/2021		Lien	
	<i>Grzęda</i>	Lien	15/03/2022	Déficiences du système de recours extraordinaire.	Lien	
	<i>Wałęsa</i>	Lien	23/02/2024		Lien	
	<i>Pajqk et autres</i>	Lien	24/01/2024		Lien	
POLOGNE	<i>Juszczyszyn</i>	Lien	30/01/2023	Diverses violations dans des affaires concernant la nomination, le mandat et/ou le régime disciplinaire des juges en Pologne.	Lien	Lien
	<i>Żurek</i>	Lien	10/10/2022		Lien	
	<i>Tuleya</i>	Lien	06/10/2023		Lien	
PORTUGAL	<i>Petrescu</i> (groupe)	Lien	03/03/2020	Surpeuplement, mauvaises conditions de détention dans les prisons et absence de recours effectif.	Lien	Lien
	<i>Cunha Casaca</i>	Lien	06/07/2023		Lien	
ROUMANIE	<i>Centre de ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu</i> (groupe)	Lien	17/07/2014	Déficiences graves et durables affectant les droits des patients placés dans des établissements de santé mentale, notamment surpopulation, mauvaises conditions de vie, soins inadéquats, réponse inefficace du système de justice pénale aux violations de leur droit à la vie et à la protection contre les mauvais traitements, privation illégale ou arbitraire de liberté, et lacunes dans les procédures et garanties pour les placements involontaires et le traitement psychiatrique.	Lien	Lien
	<i>Parascineti</i>	Lien	13/06/2012		Lien	
	<i>Cristian Teodorescu</i> (groupe)	Lien	19/09/2012		Lien	
	<i>N.</i>	Lien	28/02/2018		Lien	

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1563^è réunion (DH) 9-11 juin 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ROUMANIE	<i>Săcăleanu</i> (groupe) <i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i> (groupe)	Lien Lien	06/12/2005 29/03/2018	Manquement ou retard substantiel dans l'exécution de décisions judiciaires internes définitives contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Mutu</i> (groupe)	Lien	12/10/2021	Usage excessif de la force par les agents de l'Etat et absence d'enquêtes rapides et effectives à ce sujet.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Ukraine et Pays-Bas</i>	Lien	09/07/2025	Violations multiples, flagrantes et sans précédent de la Convention en Ukraine découlant de la destruction de l'avion qui assurait le vol MH17 ainsi que de nombreuses pratiques administratives par la Russie dans les territoires occupés/sous « contrôle effectif » des forces russes et de leurs mandataires (l'enlèvement et le transfert vers la Russie d'enfants ukrainiens).	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	Lien	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Mikheïev</i> (groupe) <i>Dzhabbarov</i> (groupe)	Lien Lien	26/04/2006 06/07/2015	Torture ou traitements inhumains et dégradants infligés durant la garde à vue en vue d'obtenir des aveux et absence d'enquêtes effectives à cet égard ; arrestation et détention en garde à vue arbitraires et / ou non reconnues. Utilisation dans la procédure pénale d'aveux obtenus en violation de l'article 3 et absence de recours effectif pour demander une indemnisation pour les mauvais traitements.	Lien Lien	Lien
SLOVÉNIE	<i>Pintar et autres</i>	Lien	14/12/2021	Absence de recours effectif pour contester ou demander une réparation suite aux mesures extraordinaires de la Banque nationale, annulant les actions et obligations des requérants, mesures qui n'étaient pas accompagnées de garanties procédurales suffisantes contre l'arbitraire.	Lien	Lien
SUISSE	<i>I.L. (n° 2)</i> (groupe)	Lien	20/05/2024	Détention des requérants en isolement au sein d'établissements pénitentiaires ne pouvant offrir des soins appropriés à leur maladie mentale.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Xenides-Arestis</i> (groupe)	Lien (satisfaction équitable)	22/03/2006 23/05/2007	Refus continu opposé aux requérants d'accéder à leurs biens situés dans la partie nord de Chypre (mesures individuelles et satisfaction équitable).	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kakoulli</i> <i>Isaak</i> (groupe)	Lien Lien	22/02/2006 24/09/2008	Décès des proches des requérants ou blessures mettant en danger la vie d'une requérante le long de la ligne de cessez-le-feu à Chypre ; absence d'enquête effective à cet égard.	Lien Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence (mesures individuelles).	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques (mesures individuelles).	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Alparslan Altan</i> (groupe) <i>Akgün</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe)	Lien Lien Lien	09/09/2019 22/11/2021 08/10/2014	Détention injustifiée des requérants sans soupçon raisonnable, notamment par une interprétation extensive de la notion de flagrant délit dans le groupe <i>Alparslan Altan</i> , et, pour des expressions d'opinions ou actions non violentes dans le groupe <i>Nedim Şener</i> .	Lien Lien Lien	Lien
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> (groupe) <i>Afanasiev</i> (groupe) <i>Belousov</i> (groupe)	Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 07/02/2014	Mauvais traitements / torture par la police et absence d'enquête effective.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1563^e réunion (DH) 9-11 juin 2026

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
UKRAINE	Levchuk (groupe)	Lien	03/12/2020	Défaut de mesures de protection contre les violences domestiques.	Lien	Lien